(N° 153.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 22 AOUT 1913

Rapport des Commissions réunies des Finances et de la Guerre, chargées d'examiner le Projet de Loi sur la rémunération en matière de milice.

(Voir les nos 297, 365 et 385, session de 1912-1913, de la Chambre des Représentants; — 138, même session, du Sénat.)

Présents : MM. le comte WERNER DE MERODE, Président ; LE CLEF, HANREZ, DE SADELEER, DE BAST, le baron RUZETTE, STEURS, CAPPELLE et DE RO, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le Projet de Loi sur la rémunération en matière de milice contient 17 articles, dont les articles 6 et 7, au sujet desquels 3 membres se sont abstenus, ont fait l'objet d'une discussion au sein de la Commission.

Il tient compte des situations acquises et les garanties stipulées en faveur des intéressés, notamment en ce qui concerne le droit d'appel, sont de nature à écarter tous soupçons de favoritisme et de partialité.

D'autre part, il supprime la rémunération là où elle portait atteinte à la dignité, à la fierté militaire.

Votre Commission vous propose, dans ces conditions, l'adoption du Projet de Loi voté à la Chambre par 90 voix contre 25 et 13 abstentions.

Le rapport a été adopté par 6 voix et 3 abstentions.

Le Rapporteur,
GEORGES DE RO.

Le Président,
Comte WERNER DE MERODE.